

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

UN LIBRARY

NOV 14 1979



Distr.
GENERALE
A/34/672
12 novembre 1979
ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-quatrième session
Point 123 de l'ordre du jour

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

Lettre datée du 12 novembre 1979, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation
des Nations Unies

A la demande de S. Exc. M. Hun Sen, Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea sur le débat du "problème kampuchean" à l'Organisation des Nations Unies et vous prie de bien vouloir faire circuler cette déclaration ainsi que la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 123 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent de la République
socialiste du Viet Nam auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

ANNEXE

DECLARATION
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU KAMPUCHEA SUR LE DÉBAT
DU "PROBLÈME KAMPUCHEEN" À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

En dépit de l'opposition du peuple Kampuchéen et de l'opinion progressiste mondiale, la 34ème Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies va bientôt débattre sur le soi-disant "problème du Kampuchea" et cela sans la participation du Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, seul représentant authentique et legal du peuple Kampuchéen et en la présence des représentants de Pol Pot et Ieng Sary, coupables de génocide et condamnés à mort par le Tribunal Populaire Révolutionnaire de Phnom Penh.

Au nom du peuple Kampuchéen, du Front d'Union Nationale pour le Salut du Kampuchea et du Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, le Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire du Kampuchea élève une vive protestation contre ce débat illégal qui constitue une ingérence grossière dans les affaires intérieures du peuple Kampuchéen, un affront à l'égard des trois millions de Kampuchéens victimes du régime génocide de Pol Pot - Ieng Sary et des quatre millions de nos compatriotes survivants qui sont en train de rebâtir notre patrie meurtrie au prix de souffrances et difficultés innombrables.

De quel "problème du Kampuchea" s'agit-il ?

Il existait bel et bien un grave problème du Kampuchea lorsque le régime fasciste de Pol Pot - Ieng Sary établi sur le modèle de la "révolution culturelle" Chinoise et servant d'instrument à l'expansionnisme de Pékin, se mettait à bouleverser la société Khmère, détruire notre vieille civilisation Angkorienne, massacrer en masse des millions de Kampuchéens, semer la discorde avec tous les pays voisins, déclencher une guerre d'agression d'envergure contre le Viet Nam.

Si "problème du Kampuchea" il y en a encore, c'est bien celui de liquider définitivement ce régime barbare, d'empêcher sa restauration par les expansionnistes de Pékin qui, en connivence avec d'autres forces impérialistes et réactionnaires sont en train d'utiliser le territoire Thaïlandais pour entretenir, entraîner et ravitailler les débris de la clique Pol Pot - Ieng Sary et autres bandes de traîtres regroupées en certains endroits le long de notre frontière occidentale.

Une telle situation, liée à la présence de dizaines de divisions Chinoises massées le long de la frontière avec le Viet Nam et le Laos, est lourde de menace non seulement pour l'indépendance et la souveraineté de la République Populaire du Kampuchea, de la République Socialiste du Viet Nam et de la République Démocratique Populaire Lao mais également pour la paix et la stabilité au Sud-Est Asiatique et pour la paix mondiale. Face au danger commun, les peuples des trois pays frères d'Indochine ont serré leurs rangs, renforcé leur solidarité combattante. La Déclaration du 16 Juillet 1979 du Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire du Kampuchea l'a affirmé : "En conformité avec le Traité d'Amitié et de Coopération entre la République Populaire du Kampuchea et la République Socialiste du Viet Nam, l'armée populaire Vietnamienne maintient sa présence au Kampuchea, accorde aide et coopération à l'armée révolutionnaire du Kampuchea dans le nettoyage des débris des bandes armées de la clique Pol Pot - Ieng Sary et autres réactionnaires valets des expansionnistes de Pékin.

"Cette présence concerne strictement les relations entre deux pays frères et ne menace personne dans le voisinage. Dès le moment où les expansionnistes Chinois et leurs alliés imperialistes cessent leurs actes et manoeuvres d'ingérence visant à nuire à la vie pacifique du peuple Kampuchéen, où ces mêmes expansionnistes et imperialistes se voient dans l'obligation de respecter l'indépendance et la souveraineté de la République Populaire du Kampuchea, l'armée populaire Vietnamienne opérera son retrait immédiat de notre pays."

La solidarité combattante des peuples du Kampuchea, du Viet Nam et du Laos s'est manifestée à maintes reprises dans notre lutte commune de libération sous forme d'une coopération militaire. Il n'y a pas longtemps de cela, nos forces armées ont lutté côte à côte contre une invasion Américaine massive appuyée à fond par les milieux dirigeants actuels des pays de l'ASEAN dont certains comme la Thaïlande ont envoyé des divisions semer ruines et deuils dans nos pays. Rien d'étonnant si ces mêmes milieux continuent leur appui à la clique Pol Pot - Ieng Sary et se prêtent à la manoeuvre réactionnaire d'abuser de la tribune des Nations Unies pour calomnier la République Populaire du Kampuchea et la République Socialiste du Viet Nam, pour demander le "retrait des troupes Vietnamiennes" dans le but trop voyant de dissocier les deux pays frères et les affaiblir. Cependant, fort de son expérience historique acquise au prix de tant de sacrifices, le peuple Kampuchéen chérit et consolide la solidarité combattante Kampuchea - Viet Nam qu'il préserve comme la prunelle de ses yeux. Il ne tolère aucune manoeuvre de division, de diffamation et de sape à l'encontre de ces liens si précieux de solidarité fraternelle.

Ces mêmes milieux sont en train de réclamer à cor et à cri la cessation du "conflit armé" et la recherche d'une solution politique au "problème du Kampuchea". Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire du Kampuchea tient à préciser qu'il n'existe pas actuellement de "conflit armé" au Kampuchea et qu'il ne s'agit pour le pouvoir populaire que d'opérations de nettoyage à l'encontre des bandes de pirates entretenues par l'étranger et infiltrées en territoire Kampuchéen à des

fins de pillage et de suscitation au désordre. Ces opérations de nettoyage rentrent dans le cadre des activités normales de tout pouvoir étatique chargé d'assurer la sécurité du pays exactement comme ce qui se passe de nos jours dans la plupart des pays de l'ASEAN qui sont en train de mener des opérations semblables d'envergure beaucoup plus grande contre les bandes de fauteurs de troubles d'inspiration maoïste. C'est là évidemment une ingérence grossière et intolérable si certains s'amènent à demander aux autorités de ces pays de l'ASEAN de rechercher une solution politique avec ces bandes de fauteurs de troubles maoïstes.

La République Populaire du Kampuchea est une nation indépendante et souveraine, pratiquant une politique extérieure de paix, d'amitié et de coopération avec tous les pays sans discrimination. Par de là les séquelles d'un passé récent, il entend entretenir avec les pays du Sud-Est Asiatique des relations d'amitié et de bon voisinage basées sur les principes du respect mutuel, de l'égalité et du bénéfice réciproque. Le Conseil Populaire Révolutionnaire qui contrôle le pays tout entier et assure la gestion de toutes les affaires du Kampuchea est le seul représentant authentique et légal du Kampuchea. Tout problème concernant le Kampuchea doit être réglé avec le Conseil Populaire Révolutionnaire. Toute conférence ou discussion sur le Kampuchea doit être menée avec l'assentiment du Conseil Populaire Révolutionnaire et avec la participation de ses représentants dûment accrédités. En conséquence, le Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire du Kampuchea considère le débat de la Session actuelle de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le soi-disant "problème du Kampuchea" comme sans valeur et les résolutions qui en résultent comme nulles et non avenues.

Phnom Penh, le 10 Novembre 1979
